

À L'INTÉRIEUR

2 CINQ BONNES RAISONS D'AUGMENTER LE SALAIRE MINIMUM



3 SALAIRE MINIMUM À 15 \$: QUI EN PROFITERA LE PLUS ?

4 FMI : AUGMENTER LE FINANCEMENT DES SERVICES DE GARDE



Garantir l'égalité dans les secteurs en croissance de l'économie

Ce sont les professions dans le secteur des soins et dans les autres secteurs majoritairement féminins de l'économie qui devraient créer le plus grand nombre d'emplois au Canada au cours de la prochaine décennie. Puisque l'avenir de l'emploi est de plus en plus féminin, nous devons faire pression pour augmenter les salaires et créer de bons emplois dans ces secteurs afin d'améliorer la qualité des emplois pour tous.

Parmi les nouveaux emplois qui devraient être créés au cours des sept prochaines années, on estime que 30 % le seront dans les secteurs des soins de santé et de l'aide sociale, des secteurs où la main-d'œuvre est féminine à 83 %. La deuxième plus importante source d'emplois (8,3 % du total) sera le secteur du commerce de détail, où la main-d'œuvre est féminine à 54 %. L'industrie de la construction, à majorité masculine, créera 7,7 % des nouveaux emplois. Après le secteur de la construction viennent ceux de l'éducation, des services d'hébergement et de l'alimentation, où la main-d'œuvre est aussi majoritairement féminine. La part des emplois provenant des industries primaires, des ressources et du secteur manufacturier – tous majoritairement masculins – devrait continuer à diminuer.

Un peu moins de 48 % de la main-d'œuvre canadienne est maintenant féminine et plus de 54 % des nouveaux emplois créés d'ici 2024 le seront dans des secteurs à prédominance féminine si la proportion hommes-femmes par industrie ne change pas. Malheureusement, les emplois dans les secteurs majoritairement féminins sont souvent moins bien payés et



plus précaires que dans les secteurs masculins.

De plus en plus, les femmes sont incitées à choisir des professions traditionnellement masculines et mieux payées : sciences, génie, technologie, métiers et postes de cadre. Jusqu'à maintenant, les progrès sont très limités dans l'atteinte de l'égalité. Dans ces professions, on fait du surplace depuis 20 ans et certaines des industries les plus genrées le sont devenues encore plus.

Alors oui, incitons les femmes à choisir des professions traditionnellement masculines. Mais invitons aussi plus d'hommes à travailler dans des emplois traditionnellement féminins, surtout dans « l'économie des soins » qui est en croissance. C'est de là que viendront bon nombre des nouveaux emplois. En améliorant l'égalité hommes-femmes, les salaires et les conditions de travail de ces professions, nous créerons une main-d'œuvre plus égale et une société plus équitable.

Cinq raisons pour lesquelles un salaire minimum plus élevé profite à tous



Les groupes de pression qui défendent les intérêts des entreprises protestent contre l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars l'heure en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Pourtant, de nombreuses études montrent qu'il faut de meilleurs salaires pour favoriser la croissance économique. De plus, il existe d'importantes raisons sociales et politiques pour hausser de manière significative le salaire minimum.

Notre économie stagnante sera relancée

La rémunération du travail et les dépenses des ménages comptent pour presque 60 % de notre produit intérieur brut. Des salaires plus élevés entraînent plus de dépenses et plus de demande pour des biens et services. Si la croissance des salaires et des revenus demeure faible, la croissance économique restera lente et les entreprises ne créeront pas de nouveaux emplois. La hausse du salaire minimum peut mener à un ralentissement de la croissance des emplois et en faire perdre quelques-uns, mais ces pertes seront compensées par les nouveaux emplois résultant d'une demande accrue. Des études récentes ont montré qu'une augmentation du salaire minimum entraîne peu de pertes d'emplois.

Les gens réintégreront le marché du travail

Notre économie souffre aussi du ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre, notamment parce que moins de gens travaillent ou cherchent du travail. Un salaire minimum plus élevé attirera probablement plus de gens sur le marché du travail, ce qui stimulera notre économie à long terme.

La productivité augmentera

Les pays les plus productifs et les plus compétitifs au monde ne sont pas ceux où les salaires sont faibles, mais bien ceux qui offrent les salaires les plus élevés, comme la Suisse, l'Allemagne, les États-Unis et les pays scandinaves. Des salaires plus élevés forcent les entreprises à investir dans du matériel plus performant, ce qui augmente leur productivité et les rend plus concurrentielles sur la scène internationale. De plus, une économie plus forte incitera les employeurs à investir davantage dans la formation de leurs travailleurs pour accroître la productivité.

Les inégalités diminueront

Un salaire minimum plus élevé profite directement aux travailleurs les moins bien payés. Le salaire minimum a à peine suivi l'inflation depuis le milieu des

années 1970, alors que la productivité – tout comme la rémunération des cadres supérieurs – a augmenté beaucoup plus rapidement. L'accroissement des inégalités a nui à notre société et à ceux qui sont directement touchés, mais elle est aussi néfaste pour notre économie.

La solidarité grandira

L'accroissement des inégalités mène au désespoir. Un sondage EKOS montre que plus de gens croient que leur situation financière personnelle se détériorera au cours des cinq prochaines années. Les gens deviennent plus cyniques et ne croient plus ceux qui promettent d'améliorer leur niveau de vie. Le sentiment d'être oublié et abandonné favorise la montée du populisme de droite et la xénophobie. La question n'est pas de savoir si les employeurs peuvent se permettre une hausse du salaire minimum. Nous devons plutôt nous demander si nous pouvons nous permettre les conséquences sociales et politiques du statu quo.

Augmentation du salaire minimum : qui en profitera ?

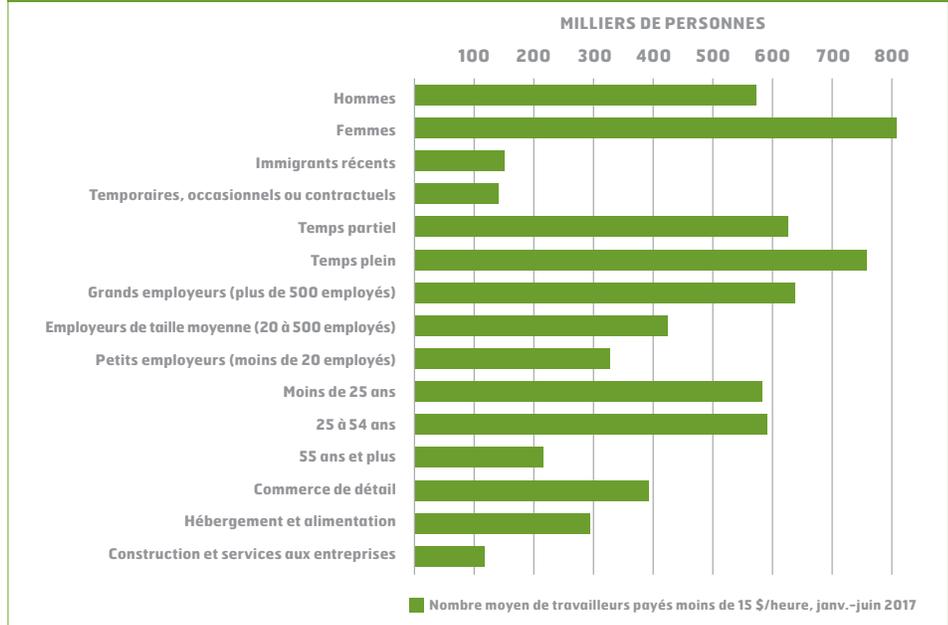
L'augmentation du salaire minimum à 15 dollars l'heure profitera directement à plus d'un travailleur ontarien sur cinq. Les avantages seront importants et aideront un large éventail de travailleurs dans différents secteurs.

Les femmes, les jeunes travailleurs, les immigrants récents et les travailleurs à temps partiel, temporaires et précaires sont plus susceptibles d'être payés moins de 15 dollars l'heure. Un plus grand nombre d'entre eux profiteront d'une augmentation du salaire minimum. Mais de nombreux autres travailleurs en tireront aussi profit.

En fait, un plus grand nombre de travailleurs adultes de 25 à 54 ans que de jeunes de moins de 25 ans en profiteront. Et contrairement à certains arguments sur les effets néfastes pour les petits employeurs avancés par les opposants, les entreprises qui comptent plus de 500 travailleurs sont celles qui paient le moins bien leurs employés, et de loin. La majorité de ces grands employeurs sont dans les secteurs du commerce de détail, de l'hébergement, de l'alimentation et de la construction et du soutien aux entreprises (dont les nettoyeurs). Or, ces employeurs peuvent se permettre de verser un salaire décent à leurs travailleurs. Les chiffres cités valent pour l'Ontario, mais les effets d'une hausse du salaire minimum seront semblables dans d'autres provinces.

Il y aura aussi d'autres avantages indirects. La hausse du salaire minimum aidera à faire grimper les salaires en général, surtout pour d'autres travailleurs relativement mal payés. Ceux qui sont au haut de l'échelle n'en profiteront pas et pourraient devoir réduire leur propre rémunération. Mais ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

Qui profite d'un salaire minimum à 15 \$ en Ontario?



Source : Analyse de données par David MacDonald du CCPA, à l'aide des microdonnées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

Taux actuels et prévus du salaire minimum au Canada

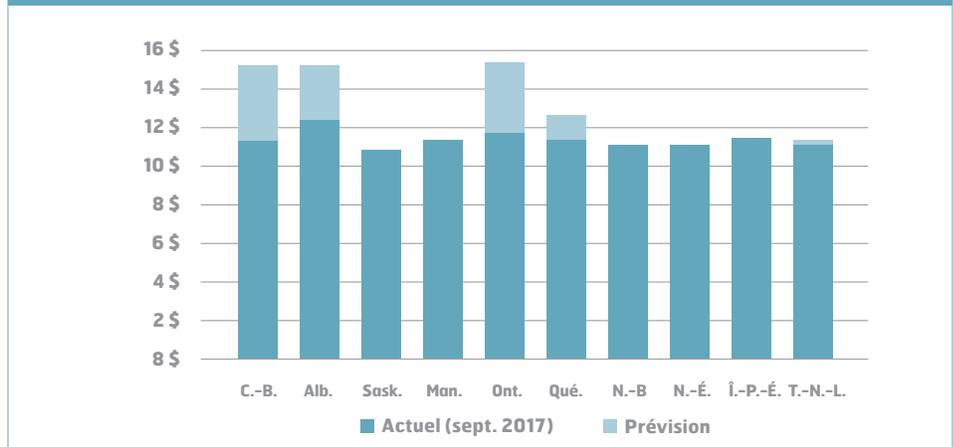
L'Alberta, l'Ontario et la Colombie-Britannique se sont engagées à hausser leur salaire minimum à 15 dollars l'heure. L'Alberta et l'Ontario ont promis des augmentations spécifiques et le nouveau gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a créé une Commission des salaires équitables pour ouvrir la voie à un salaire minimum d'au moins 15 dollars l'heure.

Dans la plupart des autres provinces, le salaire minimum est d'environ 11 dollars l'heure. La plupart des provinces

sont dotées de processus de révision annuels ou autres pour augmenter le salaire minimum. Mais ces augmentations ont été relativement modestes par le passé, beaucoup moins élevées que ce qu'il faudrait pour atteindre 15 dollars l'heure au cours des prochaines années.

Les provinces réfractaires pourraient toutefois bientôt être celles qui ne sont plus dans le coup. La Californie et la ville de New York se sont engagées à faire passer leur salaire minimum à 15 dollars US l'heure d'ici cinq ans, pendant qu'à Chicago, en Oregon, à Washington et dans d'autres villes américaines, on prévoit hausser le salaire minimum à au moins 12 dollars US l'heure, soit l'équivalent de 15 dollars canadiens.

Salaire minimum par province



Sources : Gouvernement du Canada, base de données sur le salaire minimum, et autres rapports.

COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

Plus de personnes disent faire partie de la classe ouvrière

Les libéraux de Justin Trudeau ont axé leur discours sur la « croissance de la classe moyenne ». Mais une étude EKOS menée pour le gouvernement fédéral signale que la plupart des Canadiens ont l'impression que la classe moyenne diminue. Une part grandissante de Canadiens disent faire partie de la classe ouvrière et une nette majorité (54 %) des répondants de moins de 35 ans se disent pauvres ou membres de la classe ouvrière. L'appartenance à la classe moyenne est associée à la sécurité d'emploi, à la capacité de prendre sa retraite avec des ressources financières suffisantes et à une bonne santé. De plus en plus, les Canadiens, qu'ils fassent partie de la classe moyenne, de la classe ouvrière ou de ceux qui luttent pour joindre les deux bouts, rejettent les politiques basées sur le libre marché et veulent que leurs gouvernements jouent un rôle actif pour assurer un avenir meilleur pour tous.

L'égalité hommes-femmes stimulerait l'économie

Les employeurs et les entreprises devraient considérer l'égalité comme un avantage plutôt que comme un coût, selon un rapport récent de la société d'experts-conseils McKinsey intitulé *The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Canada* (Le pouvoir de la parité : faire progresser l'égalité des femmes au Canada). Notre économie pourrait croître de 420 milliards de dollars (ou 18 % du produit intérieur brut) d'ici 2026 si nous comblons l'écart entre les hommes et les femmes en

termes d'emplois et de salaires. Environ le tiers de cette somme viendrait d'une hausse de la participation des femmes au marché du travail, y compris dans les secteurs mieux payés, et autour des deux tiers viendraient de l'élimination de l'écart salarial entre les hommes et les femmes. L'une des cinq priorités d'action soulignées dans le rapport est la réduction de l'inégalité hommes-femmes dans les secteurs des services de garde à l'enfance et des soins non rémunérés.

Selon le FMI, le Canada doit augmenter le financement des services de garde à l'enfance

Le gouvernement fédéral pourrait facilement multiplier par dix le financement destiné aux services de garde à l'enfance, le faisant passer à 8 milliards

de dollars annuellement. C'est ce que suggèrent des chercheurs du FMI dans un rapport publié dernièrement. Ce financement additionnel pourrait réduire les frais mensuels de garde d'enfants de 40 % en moyenne. Les revenus produits par une augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail permettraient au gouvernement fédéral de récupérer entièrement ces coûts. Une analyse du programme d'éducation de la petite enfance et des services de garde du Québec en arrive à des conclusions semblables : des services de garde à l'enfance publics, sans but lucratif, à coût abordable et de qualité donnent des retours économiques et fiscaux équivalents et même supérieurs à l'investissement.



L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses éloquentes des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à scfp.ca/economie-au-travail. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel ou par courrier à *L'Économie au travail*, allez à scfp.ca/abonnement.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Toby Sanger. Karin Jordan, Philippe Gagnon et Karl Bélanger sont les rédacteurs en chef. La relecture a été effectuée par Manon Lajoie, Rose de Tourris et Valérie Menard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker. Veuillez communiquer par courriel (tsanger@cupe.ca) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique